

Bulletin officiel n° 2857 du 2/08/1967 (2 août 1967)

Arrêté du ministre des travaux publics et des communications n° 364-67 du 3/05/1967 (3 mai 1967) portant agrément du Bureau Véritas pour le contrôle de la navigabilité des aéronefs en vue de la délivrance, du renouvellement ou de la validation des certificats de navigabilité.

Le Ministre des Travaux Publics et des Communications,

Vu le décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile, notamment son article 13 ;

Sur proposition du directeur de l'air, après avis du ministre des finances et du ministre de la justice

Arrête :

Article Premier : La société anonyme à objet civil, Bureau Véritas, registre international de classification de navires et d'aéronefs, dont le siège social est à Paris, 31, rue Henri-Rochefort, est agréée comme société de classification chargée d'assurer au Maroc le contrôle de la navigabilité des aéronefs en vue de la délivrance, du renouvellement ou de la validation des certificats de navigabilité des aéronefs civils, conformément au cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 2 : L'agrément visé à l'article premier est valable jusqu'au 31 décembre 1967 et restera ensuite valable d'année en année, par tacite reconduction, sauf notification contraire ou renonciation par l'une des parties trois mois avant l'expiration de l'année en cours.

Article 3 : le directeur de l'air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 3 mai 1967.

Ahmed Lasky

*

* *

Cahier des charges.

Article Premier :

1. Le Bureau Véritas, registre international de classification de navires et d'aéronefs, dont le siège social est à Paris, 31, rue Henri-Rochefort est agréé par le ministre des travaux publics et des communications pour assurer aux lieu et place des services de l'Etat, le contrôle de la navigabilité des aéronefs en vue de la délivrance, du renouvellement ou du maintien du certificat de navigabilité, le contrôle de la fabrication des aéronefs civils construits au Maroc, ainsi, que le contrôle technique et la classification de tous aéronefs immatriculés au Maroc.
2. Ce contrôle pourra également, à la demande du ministre des travaux publics et des communications, s'exercer sur les aéronefs appartenant à l'Etat et utilisés par des sociétés ou des particuliers.

Article 2 :

1. Le Bureau Véritas est tenu d'exercer ce service dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel n° 365-67 du 3 mai 1967 fixant les frais de contrôle et de se conformer pour l'exécution du contrôle, aux prescriptions nationales et internationales en vigueur concernant les conditions de construction et d'entretien des aéronefs civils, ainsi qu'aux dispositions éventuellement prévues par l'Etat constructeur.

2. L'exécution du contrôle se traduit par un poinçonnage exécuté dans les conditions approuvées par le ministre des travaux publics et des communications. Des certificats mentionnant la vérification du matériel contrôlé sont délivrés aux intéressés.

Article 3 :

1. Le Bureau Véritas est chargé d'établir les certificats de navigabilité et documents de bord des aéronefs immatriculés au Maroc.
2. Les certificats et documents sont remis au ministère des travaux publics et des communications (direction de l'air), par le Bureau Véritas qui fournit en même temps gratuitement à ce ministère des duplicata des certificats établis.

Article 4 :

1. Le Bureau Véritas est également chargé d'exercer le contrôle nécessaire pour le maintien des certificats de navigabilité des aéronefs régulièrement immatriculés et à cet effet est tenu d'instituer :
 - a) Pour les aéronefs des lignes aériennes exploitées à titre temporaire ou permanent :
Un contrôle permanent, comprenant, en principe, une visite mensuelle au minimum par aéronef ;
 - b) Pour tous les aéronefs :

Des visites périodiques semestrielles ;

Des visites occasionnelles à la suite d'avaries, réparations ou changements notables de construction ou d'aménagement et d'une façon générale, chaque fois que le classement en situation V ou R défini ci-dessous doit changer.

Ces visites occasionnelles sont exécutées dans les plus courts délais en principe sur demande des propriétaires.

2. Les résultats du contrôle permanent, des visites périodiques et occasionnelles et les enquêtes relatives aux accidents se traduisent par la classification suivante des aéronefs :

Situation V : aéronef autorisé à voler ;

Situation R : aéronef non autorisé à voler, et pour lequel des réparations ou modifications sont demandées.

3. Toutes les opérations de contrôle, ainsi que le classement consécutif, sont inscrits sur les documents de bord. Les visites périodiques et occasionnelles font l'objet de rapports détaillés et d'une inscription sur le certificat de navigabilité indiquant notamment le classement consécutif auxdites visites.
4. Le contrôle des équipements rendus réglementaires au titre du certificat de navigabilité est, sauf instructions spéciales du ministre des travaux publics et des communications (direction de l'air), limité aux éléments non amovibles du bord et aux opérations possibles en dehors du laboratoire.

Article 5 :

- (1) Le Bureau Véritas est tenu de fournir au ministre des travaux publics et des communications (direction de l'air) les documents suivants comme justification de son contrôle.
 1. Les comptes rendus et rapports détaillés des opérations de contrôle effectuées par ses soins, visites périodiques et occasionnelles prévues à l'article 4 du présent cahier des charges ;
 2. Les renseignements périodiques et statistiques permettant d'établir un relevé qualitatif et quantitatif des accidents d'aviation ;
 3. En tant que de besoin, des rapports détaillés sur le fonctionnement du matériel et le fonctionnement du service dans les compagnies de navigation aérienne.

- (1) Le Bureau Véritas tient à la disposition du ministère des travaux publics et des communications (direction de l'air) la documentation technique que ces opérations de contrôle lui auront permis de réunir.
- (2) Les divers documents énumérés au présent article sont fournis gratuitement.

Article 6 :

Le Bureau Véritas fournit au début de chaque année, au ministère des travaux publics et des communications (direction de l'air) une note indiquant les grandes lignes de son organisation pour le Maroc, notamment :

La liste du personnel de direction et des experts techniques avec titres et qualités de chacun ;

L'implantation des centres de contrôle, leurs zones d'action, les experts aéronautiques attachés à chacun d'eux et les mesures prises pour le fonctionnement du service au Maroc.

1. Tout changement dans cette organisation (suppression d'un centre, nomination, remplacement ou suppression d'un expert) est immédiatement communiqué au ministère des travaux publics et des communications (direction de l'air) qui peut le refuser éventuellement, avec préavis de trois mois, sans avoir à fournir de motif.

Article 7 :

1. Le contrôle du matériel volant en service et des pièces destinées à son entretien ou à ses réparations s'effectue en principe dans l'un des centres de contrôle du Bureau Véritas.
2. Le contrôle peut toutefois être effectué dans d'autres centres à condition que les propriétaires en fassent par écrit la demande, et acceptent de rembourser les frais de voyage et de séjour des experts, et les honoraires correspondants aux délais de route, calculés suivant la formule = nombre de kilomètres = heures facturables.
3. 80 km/h

Article 8 :

1. Le Bureau Véritas s'engage à publier :
 - a) Chaque année un registre de classification des aéronefs immatriculés au Maroc, dont la construction, les réparations et les visites périodiques ont été surveillées par les experts du Bureau Véritas, sur ces registres figurent en outre la liste des aéronefs, la situation de chacun d'eux ainsi que les renseignements techniques détaillés sur ces aéronefs ;
 - b) Des suppléments en principe mensuels mentionnant toute classification nouvelle ou toute modification de classification et permettant la tenue à jour du registre.
2. Le Bureau Véritas fournit, à titre onéreux, au ministre des travaux publics et des communications (direction de l'air) le nombre d'exemplaires du registre et des suppléments qui lui est demandé.

Article 9 : A la demande du ministre des travaux publics et des communications (direction de l'air) le Bureau Véritas effectue :

- a) Toute opération de contrôle, aux lieux et places des services officiels, de certains essais de matériel aéronautique tant au sol qu'en vol, ce contrôle est effectué à titre onéreux selon un tarif détaillé pour chaque cas et fixé par le ministre des travaux publics et des communications
- b) Des expertises portant sur du matériel aéronautique, soit en cas d'accident soit toute autre expertise au sol ou en vol ; en cas d'accidents survenus aux aéronefs de lignes régulières de navigation aérienne exploitées par des compagnies marocaines les expertises seront effectuées gratuitement. Les autres expertises, quand elles ont lieu au sol seront payées à la vacation suivant un tarif homologué par le ministre des travaux publics et des communications ; quand elles ont lieu en vol, elles feront l'objet, dans chaque cas particulier, d'un tarif spécial convenu entre les deux parties.

Article 10 : Le Bureau Véritas effectue, dans la mesure où ses moyens techniques au Maroc le permettent, les essais de laboratoire que lui demande le ministre des travaux publics et des communications (direction de l'air). Ces essais sont faits à titre onéreux suivant un tarif spécial convenu dans chaque cas particulier entre les deux parties.

Article 11 : Le fonctionnement technique du Bureau Véritas, service aéronautique, est soumis au contrôle de délégués du ministre des travaux publics et des communications, lequel se réserve le droit de faire procéder à toute vérification des opérations de contrôle aéronautique effectuées en exécution du présent cahier des charges, ainsi que du matériel utilisé pour ces opérations. Les délégués du ministre peuvent, en particulier, exécuter toutes contre-visites ou contre-expertises qu'ils jugent nécessaires.

Article 12 : En cas de contestation entre le Bureau Véritas et un usager relativement à l'exécution des services assurés par le Bureau Véritas en conformité des prescriptions du présent cahier des charges, le litige est soumis au ministre des travaux publics et des communications qui statue en dernier ressort.

Article 13 : Le ministre des travaux publics et des communications peut retirer l'agrément au Bureau Véritas sans indemnité, en cas de mauvaise exécution par ladite société des opérations de contrôle technique qu'elle est chargée d'assurer aux lieu et place des services de l'Etat et, d'une façon générale, en cas d'inexécution totale ou partielle des opérations figurant au présent cahier des charges. Ce retrait doit être précédé d'un préavis de trois mois.

Article 14 : Les dispositions du présent cahier des charges qui viendraient à se trouver en désaccord avec un texte législatif ou réglementaire relatif au contrôle des aéronefs, pourront être dénoncées au moment et à dater de la mise en vigueur de ce texte et remplacées par des dispositions conformes audit texte, sans qu'il puisse en résulter un droit à indemnité quelconque pour le Bureau Véritas.